



Arrêté n° 112-DDPP-23 modifiant l'arrêté préfectoral n° 255-DDPP-15 du 3 juin 2015 autorisant la société TECHNIQUES SURFACES ANDREZIEUX (TSA) dont le siège social est situé à Andrézieux-Bouthéon Zone Industrielle Sud - Rue Barthélémy Thimmonier à exploiter temporairement les activités de traitement de déchets dangereux à la même adresse

Le préfet de la Loire

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;
Vu les arrêtés ministériels de prescriptions générales du 13 juillet 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous les rubriques n°4130 et 4140, et du 1^{er} août 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°4440 ;
Vu le décret du 11 janvier 2023 nommant monsieur Alexandre ROCHATTE, préfet de la Loire ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 2023-060 du 07/02/2023 portant délégation de signature à monsieur Laurent BAZIN, directeur départemental de la protection des populations ;
Vu l'arrêté n°38-DDPP-23 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ;
Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale délivré le 1^{er} décembre 2000 et dont les prescriptions ont été remplacées par celles de l'arrêté préfectoral n° 255-DDPP-15 du 3 juin 2015 à la société TECHNIQUES SURFACES ANDREZIEUX (TSA) pour l'exploitation d'une activité de traitement de surfaces des métaux sur le territoire de la commune d'Andrézieux-Bouthéon à l'adresse suivante : Zone Industrielle Sud - Rue Barthélémy Thimmonier ;
Vu les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 31-DDPP-19 du 29 janvier 2019, n° 307-DDPP-42 du 13 septembre 2019 et n° 190-DDPP-20 du 11 juin 2020 modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale délivré le 1^{er} décembre 2000 à la société TSA pour l'exploitation d'une activité de traitement de surfaces des métaux sur le territoire de la commune d'Andrézieux-Bouthéon à l'adresse suivante : Zone Industrielle Sud - Rue Barthélémy Thimmonier ;
Vu la modification notable portée à la connaissance du préfet par la société TSA le 15 novembre 2022 concernant l'exploitation sur son site d'Andrézieux-Bouthéon - Zone Industrielle Sud - Rue Barthélémy Thimmonier - d'une activité de valorisation de déchets issus de bains de nitruration et d'oxydation et le dossier joint ;
Vu la décision de l'Autorité environnementale dispensant le projet d'étude d'impact ;
Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL en date du 16/03/2023 ;
Vu la transmission au demandeur du projet d'arrêté en vue de recueillir ses observations ;
Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé ;

CONSIDÉRANT que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT néanmoins qu'il s'agit d'une activité nouvelle relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2790 et de la déclaration au titre des rubriques 4130, 4140 et 4440 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

CONSIDÉRANT qu'afin de préserver les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;

CONSIDÉRANT que les modifications apportées ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dès lors que les prescriptions fixées au présent arrêté sont respectées ;

CONSIDÉRANT que le caractère temporaire de la modification présentée ;

Sur proposition du chef de l'unité interdépartementale 42-43 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}

La société TECHNIQUES SURFACES ANDREZIEUX (TSA), enregistrée sous le n° SIRET 45189235000021 et dont le siège social est situé à ANDREZIEUX BOUTHEON - Zone Industrielle Sud - Rue Barthélémy Thimmonier, autorisée à exploiter à cette adresse des activités de traitement de surface des métaux est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

ARTICLE 2

Le tableau figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 11 juin 2020, valant liste des installations classées exercées sur le site est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Alinéa	AS, A, E, D, DC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
3260		A	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique	Galvanoplastie : 2 chaînes Phosphatation : 2 chaînes Thermochimie : 2 chaînes PVD : 3 chaînes	88,40 m ³
2790*		A	Installation de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795	Unité temporaire de recyclage des déchets dangereux issus du procédé de traitement thermochimique par bains de sels	Rubrique sans seuil
2561		DC	Production industrielle par trempe, recuit ou revenu des métaux et alliages	Trempe sous vide : 1 machine à cellules ICBP 2 fours de trempe Vesuve Trempe par induction : 4 machines	5 machines 2 fours
2562	1	A	Chauffage et traitement industriels de bains de sels fondus	Nitruration par bains de sels fondus . chaîne ARCOR 2 : 4 500 litres . chaîne ARCOR 3 : 8 000 litres	15,1 m3
2565	2.a	A	Traitement des métaux par voie électrolytique ou chimique sans mise en œuvre de cadmium	Galvanoplastie . chaîne STANAL : 7 500 litres . chaîne RS : 3 700 litres Phosphatation . 4 chaînes n° 7 : 23 000 litres n° 5 : 22 400 litres Thermochimie . chaîne ARCOR 2 : 4 500 litres . chaîne ARCOR 3 : 23 000 litres PVD . chaîne DETRAITEMENT : 800 l . chaîne PREPA ALU : 2 500 l . chaîne SCL : 1 000 l	88 ,40 m3
2564	A	DC	Nettoyage dégraissage, décapage par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des	Machine EVT (Thimonnier)	550 l

			solvants organiques		
2564	B	DC	Pour des solvants non-visés en A ou pour des procédés utilisés sous-vide, le volume des cuves étant supérieur à 200l	Machine EMO 1000 l (Thimonnier) Machine HOSEL (Fondrière) Chaîne N°5 Fondrière	1660 l
2940	1a	A	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture	application par procédé "au trempé"	1065 litres
2940	2a	A	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture	par pulvérisation	105 kg/j
4110	2a	A	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés	Substances et mélanges liquides	520 kg
2563	2	DC	Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface	Chaîne N°5 (Fondrière) Machine Hösel (Fondrière) La quantité de produit mise en œuvre étant supérieure à 500 l mais inférieure à 7500 l	6790 l
4120	2	D	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition	Substances et mélanges liquides	6,506 t
4140	2b	D	Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes.	Substances et mélanges liquides Unité pilote de recyclage des déchets dangereux issus du procédé de traitement thermochimique par bains de sels. Stockage des boues de nitruration	20,18 t
4440	2c	D	Solides comburants catégories 1, 2 ou 3.		7 tonnes
4441	2	D	Liquides comburants catégories 1, 2 ou 3.		20 tonnes
4510	2	D	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1		28,777 tonnes
4719	2	D	Stockage ou emploi de l'acétylène		814 kg
2565	3	DC	Revêtement métallique ou traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique	Traitement en phase gazeuse sans mise en œuvre de cadmium ou de cyanures	Rubrique sans seuil
2565	4	DC	Revêtement métallique ou traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique	Vibro-abrasion 2 machines de tribofinition	3500 litres
2567	2b	DC	Galvanisation, étamage de métaux ou revêtement métallique d'un matériau quelconque par un procédé autre que chimique ou électrolytique	Procédés par projection de composés métalliques, la quantité de composés métalliques . plasma . chalumeau . détonation	31 kg/j
2575		D	Emploi de matières abrasives telles que sables, grenailles métalliques, ... etc. sur un matériau quelconque	. 4 machines de sablage à sec . 1 machine automatique 10 kg	102 kW
2910	A.2	DC	Installation de combustion de	. aérothermes gaz	3,463 MW

			puissance thermique maximale		
2925		D	Atelier de charge d'accumulateurs	Puissance de courant continu	39 kW
2940	3b	DC	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture	Application de peintures poudres à base de résines organiques	40 kg/j

A : Autorisation - D ou DC : Déclaration

*** L'autorisation d'exercer les activités relevant de cette rubrique 2790 est temporaire et les équipements correspondants sont transférés dans un délai n'excédant pas un an sur un site dûment autorisé pour exercer cette activité.**

ARTICLE 3 – Prescriptions particulières

3.1. Substances dangereuses

Les installations et activités de stockage et mise en œuvre des substances et mélanges relevant des rubriques 4130, 4140 et 4440 de la nomenclature des installations classées respectent les dispositions :

- de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 13 juillet 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous les rubriques n°4130 et 4140,

- de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 1^{er} août 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°4440

3.2. Emissions atmosphériques

L'exploitant justifie, par analyses de l'air ambiant selon les normes en vigueur ou tout autre moyen apportant les mêmes garanties de fiabilité, que les personnes travaillant au droit et à proximité des installations de valorisation des déchets liquides et solides de bains de nitruration et d'oxydation ne sont pas exposées à des risques sanitaires inacceptables du fait de leur exposition aux émissions de ces installations.

En particulier, si les émissions diffuses d'ammoniac (NH₃) conduisent à une concentration dans l'air ambiant supérieure à la valeur toxicologique de référence, ces émissions sont canalisées et traitées avant rejet à l'atmosphère.

Dans une telle occurrence, les procédés émetteurs sont mis à l'arrêt jusqu'à mise en service des équipements de captation et traitement des émissions atmosphériques.

3.3. Déchets

L'exploitant étudie, pendant la durée de fonctionnement des installations de valorisation des déchets de bains de nitruration et d'oxydation, les solutions de valorisation des déchets produits par cette activité. Il informe l'inspection des résultats de cette étude en vue de la mise en service d'une solution pérenne de valorisation lors du transfert de l'activité.

3.4. Maîtrise des risques accidentels

L'exploitant adapte et met en œuvre les moyens de prévention des accidents susceptibles de survenir du fait de l'activité de valorisation des déchets de bains de nitruration et d'oxydation. Les risques d'incendie, d'explosion et d'émissions toxiques directes ou indirectes du fait d'un incendie sont identifiés, localisés, signalés et maîtrisés de manière à ce qu'aucun accident du fait du fonctionnement

des installations ne puisse avoir d'effets létaux sur les hommes ou d'effets domino sur les structures hors site.

L'exploitant met à jour sous douze mois l'étude de dangers du site au regard de l'ensemble des modifications intervenues dans ses procédés, stockages, mesures de maîtrise des risques et aménagements du site.

Le Plan d'Opération Interne et l'éventuel Plan ETARE du site sont mis à jour en tant que de besoin. Ils sont testés après mise à jour.

Le système de détection incendie du site est, si nécessaire, modifié de manière à détecter précocement tout départ de feu, en particulier sur les zones où sont stockés et mis en œuvre des substances et mélanges comburants.

Le dépotage des déchets (solides et liquides) en provenance de l'extérieur est assuré sur une zone étanche faisant rétention.

Les produits incompatibles sont associés à des rétentions sélectives. Les cuves et autres contenants de substances, produits et mélanges dangereux sont étiquetés (pictogrammes et mentions de dangers) en fonction de leurs risques propres.

Les personnels qui procèdent aux manipulations des intrants et sortants des procédés mis en œuvre sont formés aux risques particuliers, notamment pour la santé et pour l'environnement, définis ci-avant. Les équipements de protection individuelle mis à leur disposition sont adaptés à ces risques.

ARTICLE 4 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives, ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 5 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° une copie du présent arrêté est déposée à la mairie d'Andrézieux-Bouthéon et peut y être consultée ;

2° un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie d'Andrézieux-Bouthéon pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la Direction départementale de la protection des populations – Service environnement et prévention des risques ;

3° l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Loire pendant une durée minimale de 4 mois.


ARTICLE 6 - Exécution

Le secrétaire général de la Préfecture, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés et le maire d'Andrézieux-Bouthéon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

- au maire d'Andrézieux-Bouthéon,
- à l'exploitant.

Saint-Étienne, le 06/04/2023

Pour le Préfet et par délégation

Pour le Préfet
et par subdélégation
Le Directeur Départemental adjoint
de la Protection des Populations

Pierre CABRIDENC

Copie adressée à :
- Archives